

# PAUL HERMELIN

PDG, Capgemini

Bonjour. Certains sont revenus de leur pause, mais pour l'heure le cyberspace est moins populaire que l'Asie. Peut-être que les gens sont intéressés par les sujets quand ils identifient une crise ou un risque potentiel de guerre. Nous recensons toutefois des guerres quotidiennes dans le cyberspace et je pense qu'elles méritent attention. Je suis très heureux d'animer cette session. Je m'appelle Paul Hermelin et je dirige Capgemini, cabinet de conseil implanté en France. Avant de rejoindre le groupe, j'ai passé 15 ans dans le service public en France, j'ai donc l'expérience du secteur privé et du secteur public. Nous avons la chance d'avoir des intervenants prestigieux. Nous allons entendre M. Carl Bildt, du ministère suédois des Affaires étrangères. M. Bildt a été Premier ministre de Suède pendant plusieurs années. Nous allons également écouter M. Chang, qui dirige une entreprise de médias en Corée, puis M. Meir Sheerit, membre de la Knesset en Israël. M. Sheerit a une connaissance aigüe des problèmes de sécurité auxquels Israël fait face.

J'aimerais commencer par une brève présentation. Le nom de cette session inclut le mot « cyberspace ». « Cyber » fait référence à la cybernétique et à la robotique. Je préfère personnellement le mot « infosphère » car il s'agit d'une sphère d'information. Nous devons tenter d'aborder cette question dans le contexte de la thématique de cette conférence dans son ensemble, comment établir une gouvernance globale. La cybersphère se développe très rapidement. Elle constitue l'un des principaux facteurs déterminants à l'œuvre dans notre société en termes de contribution à la croissance du PIB. La plupart des gens n'en ont pas conscience et ce n'est pas quelque chose dont nous devrions être fiers, mais la sphère de l'information génère 10 % des émissions totales de carbone. C'est une proportion inférieure à celle des émissions du transport ou d'autres secteurs, mais elle augmente constamment. Le nombre d'heures passées en ligne par la population mondiale augmente lui aussi très rapidement. Dans le monde développé, les gens passent plus d'heures devant leurs équipements mobiles et leur ordinateur que devant leur télévision. Le cyberspace représente la première source de loisirs dans le monde développé.

L'infosphère est un facteur de changement notoire. Les informations se sont propagées à grande vitesse sur la Toile au cours du printemps arabe et les équipes d'Obama ont utilisé de nouveaux modèles de campagne électorale qui se sont appuyés sur l'extraordinaire potentiel d'Internet en tant que vecteur de communication et de conviction politique pour remporter les élections.

Quelles sont les principales caractéristiques de l'infosphère ? Premièrement, elle est modelée et dominée par un flux d'innovation initié par les entreprises privées. La première grande innovation a été l'émergence de l'informatique personnelle, pilotée par l'association d'IBM, qui a inventé le PC, et de Microsoft, qui a dominé ce qu'on a appelé à l'époque le Wintel. Wintel était une contraction des mots « Windows » et « Intel ». Windows était le système d'exploitation de Microsoft et Intel le constructeur de puces contenues dans la plupart des PC.

J'ai observé le public et la plupart d'entre vous communiquent par le biais d'un équipement mobile, comme le téléphone. Voilà les nouvelles interfaces vers le cyberspace. Nous sommes connectés en permanence. L'un des problèmes auxquels les employeurs font face lorsqu'ils recrutent de jeunes employés est que ces derniers restent connectés même pendant les heures de travail. Vous ne pouvez empêcher les cybercitoyens les plus jeunes, les citoyens du net, de rester connectés en permanence. Ils sont connectés à leurs communautés en ligne, comme Facebook ou LinkedIn, en permanence. Ils sont les moteurs de l'innovation.

Quelles tentatives y a-t-il eu pour une gouvernance publique ? Les médias regorgent d'histoires liées au séisme post-Snowden. Les citoyens sentaient sans doute que cela arrivait, mais cette fois a été exposé au grand jour le fait que l'une de nos superpuissances collecte et contrôle les flux d'informations d'Internet. Ce qui a déclenché une onde de choc qui perdure. Aux États-Unis, nous observons par conséquent d'un côté des innovateurs privés d'envergure qui appellent à la modération et de l'autre une tentative par le gouvernement fédéral américain de conserver le contrôle et de collecter et de scruter les données d'Internet. Les outils que nous appelons Big Data permettent de collecter des

volumes considérables de données et d'en extraire des renseignements. L'autre superpuissance, la Chine, essaie de bâtir des barrières et des murailles pour se protéger et s'immuniser contre cette invasion potentielle d'informations.

Si on étudie plus en détail la gouvernance d'Internet, il est très intéressant d'observer la gouvernance technique de la Toile elle-même. La première organisation à avoir été créée, l'Internet Architecture Board, a été mise en place par des techniciens. La première chose à laquelle ils ont pensé a consisté à préserver l'intégrité de l'architecture d'Internet. Le deuxième organe de gouvernance, l'Internet Engineering Group, regroupe là encore des ingénieurs qui s'occupent des problèmes techniques. Le troisième organe correspond à une tentative d'encadrer la gouvernance globale. C'est l'Internet Society ou ISOC. L'Internet Society se définit comme une organisation internationale non gouvernementale et à but non lucratif qui réunit des membres professionnels chargés des questions normatives, technologiques, éducatives et politiques. Par conséquent, les gens qui se sentent légitimes à encadrer toutes les questions politiques de cette immense sphère de communication inventée par l'humanité sont des individus non gouvernementaux qui pensent qu'ils pilotent l'avenir de cette sphère. Je pense que c'est là le défi auquel nous faisons face.

En mai 2011, le président Sarkozy, qui présidait le G8 à l'époque, a essayé de convoquer un e-G8, le e faisant référence aux activités électroniques. J'ai assisté à cette conférence, une étrange confrontation entre des représentants gouvernementaux et des chefs d'entreprises s'efforçant de parvenir à un compromis. Honnêtement, les conclusions du e-G8 ont été plutôt limitées. Comme toujours avec ces documents diplomatiques, la conférence a débouché sur un accord mutuel portant sur la nécessité de donner un nouvel élan à la liberté et à la démocratie – ce qui va sans dire, mais après tout, pourquoi ne pas le reformuler – et d'essayer d'articuler les principes fondamentaux de la sphère d'information. Ces principes seraient la liberté, le respect de la confidentialité, de la propriété intellectuelle, l'acceptation d'une gouvernance multi-acteurs – qui est un principe bien joli mais dont personne ne sait ce qu'il signifie réellement – la cybersécurité et la protection contre la criminalité.

Je l'ai dit, j'ai assisté à cette conférence et je me souviens d'une réunion très intéressante entre le président Sarkozy et plusieurs chefs d'entreprise des États-Unis. Ce qui est frappant, c'est que toute tentative de réguler ou de contrôler l'infosphère devient obsolète avant même que la tentative ne soit approuvée à l'échelon international. Récemment, l'Union européenne a tenté de réglementer le traitement et le transfert des données en dehors des frontières physiques de l'Union européenne. Le sommet de l'Union européenne convoqué par le président Hollande est parvenu à la décision qu'il était impossible de se mettre d'accord sur des principes précis, aussi les intervenants ont-ils décidé de repousser la question à 2015. Ce qui montre que la vitesse de la réglementation internationale et de la gouvernance globale diffèrent de celle de l'innovation. Ce qu'on considère essentiel aujourd'hui deviendra très vite obsolète. Le défi principal qui se pose à l'infosphère est le hiatus qui existe entre la lourdeur de la gouvernance internationale et la façon dont l'innovation technique foisonne.

Il y a quelques jours à peine, Facebook a tenté de racheter Snapchat, qui n'enregistre pour l'heure aucun chiffre d'affaires. Les jeunes américains utilisent l'application pour envoyer des vidéos – parfois très provocantes – et Snapchat a eu la bonne idée d'innover en permettant que ces vidéos s'autodétruisent au bout de 15 secondes pour protéger la confidentialité. La rumeur veut que Facebook ait proposé 2 milliards de dollars US pour racheter Snapchat et que l'offre ait été rejetée. Il existe déjà des applications disponibles pour copier instantanément une vidéo Snapchat sur un PC afin de la stocker avant qu'elle ne s'autodétruisse. C'est un exemple de la vitesse de l'innovation et des réactions qu'elle suscite, et qui souligne le degré de difficulté d'une éventuelle régulation.

Nous sommes dans un monde d'entrepreneurs, petits et grands. Google travaille sur la Google car, qui sera une voiture automatisée, et ce grâce à sa suprématie sur l'infosphère. Les cybercitoyens qui sont nés dans ce monde ne comprennent pas nécessairement le concept de vie privée. J'ai demandé à ma fille si elle se sentait exposée en diffusant autant d'informations sur son profil Facebook et si elle ne le regretterait pas un jour parce qu'un employeur aurait accès à de nombreuses informations d'ordre privé. Sa réponse a été que, si elle ne mettait pas toutes ces informations en ligne, son employeur penserait qu'elle est une personne très secrète et ne l'embaucherait pas. C'est un monde nouveau avec de nouvelles pratiques.

J'aimerais clore cette introduction par ce qui me semble être un paradoxe. Il y a quelques semaines, une liste impressionnante d'entreprises américaines a interrogé le gouvernement américain sur la question de l'espionnage sur Internet, dont elles pensent qu'il nuit à leur performance économique. Selon elles, les citoyens n'utiliseront pas une



technologie à laquelle ils ne font pas confiance ; le gouvernement a ébranlé cette confiance, il doit par conséquent contribuer à la restaurer. Les entreprises ayant lancé ce défi s'appellent Microsoft, Google, AOL, Twitter, Facebook, Yahoo, Apple et LinkedIn. Tous ces géants d'Internet pensent que leur activité est plus importante que le droit à la vie privée et à la sécurité. Ils disent au gouvernement américain que les moyens par lesquels celui-ci tente de contrôler et d'espionner Internet compromettent la confiance des cybercitoyens à l'égard des technologies qu'elles fournissent. Je ne sais pas comment la société américaine va surmonter cette contradiction.

Placer la gouvernance globale au cœur de cette conférence est résolument la bonne chose à faire. Le principal problème auquel nous faisons face dans l'influence croissante de l'infosphère est comment construire un gouvernement qui ne se contente pas de réfléchir à l'envers et d'étudier comment contrôler les choses mais qui soit également en mesure de gérer la contradiction entre la vitesse de l'innovation et le temps que nécessite la formulation de règles ou de réglementations qui ne détruisent pas l'innovation.

C'était mon introduction. Je me tourne maintenant vers M. Chang. Aujourd'hui, nous avons des représentants du secteur privé et du secteur public, qui sont des régulateurs en puissance. M. Chang, je vous laisse la parole.